

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pour donner une réponse politique aux exigences sociales

Unité de la gauche pour redistribuer les richesses !

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 21 janvier 2009

Démocratie & Socialisme

En France, de 1983 à 2008, le revenu des travailleurs a été réduit de 71 % à 62 % de la valeur ajoutée créée dans les entreprises.

En 2007, plus de 150 milliards d'euros sont ainsi transférés des salaires aux profits dont la part a atteint près de 650 milliards d'euros - pour l'essentiel placés dans les circuits financiers spéculatifs.

C'est donc 4 000 euros perdus sur l'année par chaque travailleur et, en moyenne, 150 000 euros de revenus financiers empochés en plus par chaque rentier et beaucoup plus par les plus riches.

Le CAC 40 encaisse 100 milliards de profits de bénéfices, le double d'il y a cinq ans. A lui seul le groupe Total encaisse 13 milliards d'euros de bénéfices.

Les 500 familles les plus riches ont encaissé 80 milliards d'euros de plus l'an passé. Il y a 378 000 millionnaires en euros en France. Les patrons se sont augmentés de 58 % en 2007. Le salaire moyen des 50 premiers patrons est de 310 fois le Smic. Le mieux payé est le patron d'AGF assurances, qui reçoit 23,2 millions d'euros en 2007. 10 % de la population possède près de 50 % du patrimoine.

Il y avait déjà 72 milliards de « niches fiscales » et Sarkozy a accordé en sus un « bouclier fiscal » de 15 milliards chaque année. L'Etat déverse aussi 60 milliards « d'aides » chaque année aux chefs d'entreprise (au détriment de nos cotisations sociales) sans aucun effet sur l'emploi ni les salaires.

La France n'a jamais été aussi riche et les richesses aussi mal réparties. Les caisses ne sont pas « vides » ils mentent, elles sont pleines, elles débordent, débordent ! Ce qu'ils ont fait, c'est de siphonner les caisses publiques pour remplir les caisses privées ! Ils ont diminué les recettes en baissant les impôts des riches, et puis ils leur ont emprunté et ils demandent aux autres citoyens, à nous, de se serrer la ceinture pour rembourser cette « dette » à taux élevé.

Ce résultat a été obtenu par une politique néolibérale de croissance volontaire du chômage et de démantèlement du droit du travail pour peser sur les salaires. Le contrôle administratif sur les licenciements, nécessaire pour empêcher les licenciements boursiers, a été supprimé. L'indexation des salaires sur les prix, nécessaire pour maintenir le niveau des salaires, a été supprimée. Il y a 7 millions de travailleurs pauvres. Le salaire médian est de 1450 euros. 15 % des emplois sont précaires, il y a 4 millions de chômeurs réels et 17 % de temps partiels dont 60 % sont subis. L'ensemble des salaires a été abaissé et compacté.

Le Smic est bloqué délibérément et ils veulent le supprimer. Cette baisse des salaires a conduit les salariés à recourir davantage au crédit, y compris le plus risqué, et c'est l'origine de la crise financière dans laquelle les maîtres du capitalisme mondial se sont plongés. Leur crise s'accroît maintenant par une crise économique et sociale, 20 millions de chômeurs de plus dans le monde. Cela signifie 60 000 chômeurs de plus par mois en France - alors que sur cette planète, 3 hommes possèdent plus que les 48 pays les plus pauvres. Les capitalistes rapaces et insatiables veulent reporter sur les salariés le coût de la crise dite des « subprimes ». Ils gaspillent des milliards d'euros et de dollars par les banques, dépensent 1 000 milliards d'euros d'armement par an sans investir contre les pandémies ou pour la défense de l'environnement sur la planète.

Sarkozy qui prétendait n'avoir pas d'argent pour les salaires, les services publics, les hôpitaux et les écoles, a trouvé près de 360 milliards d'euros pour ses amis banquiers et banqueroutiers. Il leur redonne cet argent pour qu'ils continuent à jouer à l'économie casino avec des règles inchangées. Les revenus exorbitants des plus riches sont

donc encore en hausse cette année.

Deux politiques peuvent maintenant être conduites :

- ▶ soit poursuivre leur politique inégalitaire, de renflouement des actionnaires par des fonds publics, de collectivisation des pertes et de privatisation des profits, en ayant recours à une violence de plus en plus implacable contre les pauvres ;
- ▶ soit choisir une politique démocratique de redistribution des richesses par une fiscalité républicaine progressive, de relance par la hausse des salaires, de création d'emplois par la réduction du temps de travail et de reconstruction des services publics à l'échelle nationale et à l'échelle européenne.

Tous les partis de la gauche (PS, PCF, Verts, PG, MRC, PRG, NPA, LO, POI, FGA) doivent se porter candidats au pouvoir, ensemble, dans l'unité, autour d'un programme immédiat de gouvernement pour sortir de la crise sociale et respecter les droits du salariat et des jeunes.

La gauche doit proposer un programme d'urgence sociale pour augmenter la part des salaires et baisser celle des profits !